

Accords fiscaux—Loi

L'année prochaine, grâce à ces modifications fiscales, les recettes provinciales vont augmenter d'au moins 200 millions de dollars par an. Toutefois, ce n'est pas terminé. On nous a traité d'étrangleurs, on a dit que notre gouvernement était épouvantable parce que nous voulions payer nos factures. Nous avons augmenté les taxes de vente. En prenant le pouvoir, nous avons autorisé une augmentation de 1 p. 100 de la taxe de vente. Nous l'avons encore augmentée de 1 p. 100 l'an dernier, et de nouveau cette année. Cela représente une augmentation de 3 p. 100 de la taxe fédérale de vente sur les biens manufacturés.

M. Riis: Taxe réactionnaire.

M. Blenkarn: Quel en est l'effet? Que deviennent les taxes de vente provinciales? Les taxes de vente provinciales sont imposées au niveau du détaillant. Si la taxe des entreprises augmente, la taxe provinciale augmente. Et cette hausse correspond non seulement à l'augmentation de la taxe fédérale, mais aussi à celle des profits et des frais généraux entraînée par l'augmentation de la taxe fédérale. Grâce à cette modification fédérale, les augmentations de leurs taxes de vente ont été littéralement phénoménales. Je n'ai pas les chiffres exacts sur moi, mais je vais tout de même expliquer aux députés comment cela fonctionne.

En fait, c'est le gouvernement fédéral qui a essuyé toutes les critiques de l'Opposition pour cette augmentation des taxes.

M. Riis: C'est vous qui l'avez fait!

M. Blenkarn: Ces augmentations de taxes ont permis une augmentation phénoménale des recettes des provinces. Les 318 millions de dollars que les provinces perdront dans le cadre du financement des programmes établis cette année sont largement compensés; et les 600 millions qu'elles perdront l'année prochaine seront aussi largement compensés. Si nous devons poursuivre le transferts de financement des programmes établis tels qu'ils sont prévus en l'absence de ce projet de loi, nous serions d'une générosité coupable à l'égard des provinces. Le gouvernement se doit tout de même de savoir où nous allons sur le plan financier. Il importe que nous utilisions les hausses d'impôts que nous imposons aux Canadiens pour régler les problèmes financiers qui ont surgi par suite de la mauvaise gestion et de la mauvaise répartition des ressources au cours des quinze dernières années.

M. Riis: Que dire du renflouement de banques?

M. Blenkarn: Oui, le renflouement de banques! Ce n'est pas une banque qui a été renflouée. En fait, ce sont les banques à charte du pays qui ont renfloué le gouvernement fédéral.

M. Riis: Allez dire cela à la *Bank of America*, à la *Wells Fargo* et à la *Bank of Hong Kong*.

M. Blenkarn: Et que faisons-nous? Nous nous sommes occupés des coopératives de crédit dans les provinces, de leurs comptes, de leurs régimes de retraite et des prêts qu'ils ont

consentis à des agriculteurs. Les députés néo-démocrates ne voulaient pas que nous fassions cela. Je voudrais bien les voir régler les choses de cette façon. Le fait est que pour la première fois en une décennie et demie . . .

M. Riis: Vous avez renfloué une banque.

M. Blenkarn: . . . un ministre des Finances a prévu un certain déficit, un déficit de 34 milliards de dollars, et le déficit va finalement se révéler inférieur à cela. Pour la première fois dans l'histoire du Canada, chacune des dépenses budgétaires sera inférieure à ce qu'avait prévu le président du Conseil du Trésor.

M. Riis: Et la remise spéciale à Dome, et à Gulf.

M. Blenkarn: La hausse des dépenses ordinaires des ministères a été bloquée l'an dernier. D'ici à 1990, elle sera de 0.2 p. 100 par année.

Nous avons une responsabilité financière de ce côté-ci de la Chambre. Nous allons relancer la croissance de notre pays. Nous allons mettre fin au déficit. Avec un peu de chance, nous allons nous en sortir complètement et arriver d'ici à 1990 à finir de rembourser cette terrible dette que Trudeau nous a léguée.

Il nous faut exiger de l'Opposition qu'elle fasse preuve d'un certain sens des responsabilités.

M. Gurbini: N'y comptez pas.

M. Blenkarn: Mon ami dit que je ne devrais pas y compter. C'est vrai. Ce sont les deux partis d'opposition ensemble qui ont voulu ces dépenses trop élevées. Nous devons maintenant payer le prix de ces dépenses excessives. Ce fardeau doit être réparti dans tout le pays.

M. Riis: Que dire du voyage Blais—Grenier en Europe au coût de \$5,000 par jour? Comment l'expliquez-vous?

M. Blenkarn: Les gouvernements provinciaux devront se partager en partie le fardeau. Nous les avons indemnisés en tenant compte de la hausse de leurs recettes. Ces hausses sont plus que satisfaisantes.

Je voudrais donner aux députés quelques exemples à ce sujet. Le gouvernement du Manitoba s'est présenté en larmes devant le comité des finances. J'ai remarqué qu'aucun autre gouvernement provincial n'avait été aussi ridicule.

M. Riis: Nommez les provinces qui ont appuyé ce projet de loi.

M. Blenkarn: Le Manitoba cette année a vu ses recettes augmenter de 10.3 p. 100 et c'est vraiment phénoménal. Cette province perdra 13 millions de dollars en vertu des transferts accordés par le gouvernement fédéral, mais ces paiements augmenteront au total de 39.4 millions.

M. Rompkey: Mais ces fonds ne vont pas à l'enseignement.